

France/Politique

Macron annonce une volée de mesures pour apaiser les gilets jaunes

AFP
Paris/France

Augmentation de 100 euros du salaire minimum, exemption de hausses d'impôts pour les petites retraites, défiscalisation des heures supplémentaires font ainsi partie des décisions annoncées hier soir par le président.

LE président français Emmanuel Macron a annoncé plusieurs nouveaux gestes lundi soir pour tenter d'apaiser la colère des gilets jaunes, assurant entendre une colère "juste à bien des égards" et faisant un mea culpa sur ses propos polémiques qui ont pu "blesser".

Augmentation de 100 euros (65 500 francs) du salaire minimum, exemption de hausses d'impôts pour les petites retraites, défiscalisation des heures supplémentaires : le chef de l'Etat a annoncé plusieurs mesures face à ce qu'il a appelé "l'état d'urgence économique et sociale" lors d'une allocution empreinte de gravité.



Photo : AFP

Le président Emmanuel Macron : des annonces pour tenter de calmer la colère des "gilets jaunes".

"Je demande au gouvernement et au Parlement de faire le nécessaire afin qu'on puisse vivre mieux de son travail dès le début d'année prochaine. Le salaire d'un travailleur au Smic augmentera de 100 euros par mois dès 2019 sans qu'il en coûte un euro

de plus pour l'employeur", a-t-il affirmé lors de son "adresse à la Nation" télévisée, sans donner plus de précisions sur la mesure. Les heures supplémentaires seront versées "sans impôts ni charges dès 2019", comme cela avait été le cas sous le quin-

quennat de Nicolas Sarkozy. Le président de la République a également demandé "à tous les employeurs qui le peuvent" de verser "une prime de fin d'année à leurs employés" qui elle aussi sera sans impôt ni charge. Le chef de l'Etat a égale-

ment fait un geste en direction des retraités, "partie précieuse de notre Nation".

"Pour ceux qui touchent moins de 2 000 euros par mois, nous annulerons en 2019 la hausse de la CSG (contribution sociale généralisée) subie cette année. L'effort qui leur a été demandé était trop important et n'était pas juste", a-t-il dit. Jusque-là, seuls les retraités gagnant moins de 1 200 euros environ étaient exemptés. Emmanuel Macron a dit hier soir ressentir comme "juste à bien des égards" la colère des "gilets jaunes" et avoir conscience qu'il lui était "arrivé de blesser" certains par ses propos. Evoquant "40 années de malaise qui ressurgissent", le chef de l'Etat a déclaré : "Je sais qu'il m'est arrivé de blesser certains d'entre vous par mes propos".

Le chef de l'Etat avait condamné au début de son intervention les "violences inadmissibles" qui ont émaillé le mouvement des gilets jaunes, assurant que "ces violences ne bénéficieront d'aucune indulgence".

A travers le monde

• Arménie/Législatives. Le Premier ministre remporte son pari



Photo : AFP

La coalition menée par le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan a triomphé dimanche aux élections législatives anticipées (70,43% des votes), convoquées par le dirigeant réformateur pour renforcer son pouvoir quelques mois après son arrivée à la tête du pays grâce à un soulèvement populaire.

• Brésil/Politique. Un gouvernement Bolsonaro de militaires et d'ultra-libéraux

Ultra-libéral sur le plan économique, très conservateur sur le plan moral, avec une forte présence militaire et seulement deux femmes : c'est le profil atypique du futur gouvernement du président élu d'extrême droite du Brésil Jair Bolsonaro. Au final, il a nommé 22 ministres, dont sept militaires, deux femmes et aucun Noir.

• Irak/Conflit. Bagdad commémore sa victoire sur l'EI

Le Premier ministre irakien Adel Abdel Mahdi a promis hier, un an après l'annonce de la victoire sur le groupe Etat islamique (EI), de s'attaquer à la corruption et de faire rentrer chez eux des centaines de milliers de personnes déplacées par la guerre.

• Pérou/Référendum. Les électeurs donnent congé à leurs députés pour 2021

Les Péruviens ont approuvé dimanche par référendum l'interdiction de réélire les membres actuels du Congrès (Parlement monocaméral), l'une des quatre réformes constitutionnelles anti-corruption proposées par le président Martin Vizcarra.

• Royaume-Uni/Politique. Brexit : vote reporté au Parlement

Theresa May a annoncé hier aux députés britanniques le report du vote sur l'accord de sortie de l'Union européenne, prévu ce mardi, en raison des profondes divisions des parlementaires britanniques qui menaçaient de le voir rejeté.

• Venezuela/Municipales. Victoire du parti au pouvoir

Le parti du président vénézuélien Nicolas Maduro a remporté dimanche une large victoire lors d'élections municipales marquées par une très forte abstention et par l'interdiction faite aux partis d'opposition d'y participer.

Etats-Unis/Politique

Sur la défensive, Trump peine à renforcer son équipe

AFP
Washington/Etats-Unis

Le président ne parvient pas à attirer des candidats de poids au poste de secrétaire général de la Maison Blanche. Dans le même temps, il est directement cité dans une enquête aux ramifications nombreuses.

MIS en cause sur plusieurs fronts judiciaires, Donald Trump a défendu hier la légalité de paiements en faveur de deux femmes pour acheter leur silence durant la campagne, au moment où il peine à renforcer son équipe, traversée de tensions récurrentes.

Au-delà du débat de juristes sur le fait de savoir si un président en exercice peut être inculpé, l'occupant de la Maison Blanche se retrouve directement cité dans une enquête aux nombreuses ramifications qui assombrit considérablement la fin de sa deuxième année au pouvoir.

Réagissant à la publication vendredi par le procureur fédéral de New York de documents sur des versements effectués en faveur de Karen McDougal, une playmate du magazine

Playboy, et de Stormy Daniels, une actrice pornographique, M. Trump a tweeté, majuscules et point d'exclamation à l'appui, son expression favorite : "CHASSE AUX SORCIERES !".

Selon le procureur de New York, Michael Cohen, ex-avocat de Trump et qui a tout fait pour empêcher les deux femmes de raconter leur liaison supposée avec le magnat de l'immobilier, a agi sous la direction du candidat Trump et avec l'intention "d'influencer" l'élection présidentielle de 2016. Ces paiements constituent par conséquent une infraction à la loi sur le financement électoral.

Accusant ses adversaires politiques de faire feu de tout bois, M. Trump s'en est pris hier matin aux démocrates qui "prennent désormais une simple transaction privée (et) la qualifient à tort de contribution de campagne".

"C'est la responsabilité de l'avocat s'il y a eu une erreur, pas la mienne", a poursuivi le milliardaire, accusant de nouveau Michael Cohen de mentir pour obtenir une peine de prison moins lourde.

A court terme, l'objectif du président américain reste de trouver un remplaçant à

John Kelly au poste de secrétaire général de la Maison Blanche.

Fait rare, il a annoncé son départ de ce général des Marines à la retraite, avec lequel ses relations se sont dégradées au fil des mois, avant même d'avoir trouvé son successeur.

Donné comme grand favori, Nick Ayers, 36 ans, chef de cabinet du vice-président américain Mike Pence, a jeté l'éponge dimanche soir, un camouflet pour le président quelles que soient les raisons officiellement avancées.

ISOLEMENT• Le fait même que Donald Trump peine à attirer des candidats de poids pour ce qui était avant son arrivée considéré comme l'un des postes les plus passionnants et les plus prestigieux de Washington en dit long sur son isolement.

De manière plus ou moins directe, ses anciens collaborateurs ont, un à un, expliqué la difficulté de travailler au quotidien avec l'impétueux président de 72 ans, propulsé au pouvoir sans la moindre expérience politique ou diplomatique. Ancien chef de la diplomatie américaine, le discret Rex Tillerson a dressé il y a quelques jours le portrait



Photo : AFP

Alors qu'il peine à trouver un nouveau secrétaire général à la Maison Blanche, le président Donald Trump doit se justifier sur des versements effectués en faveur, entre autres, de Stormy Daniels, une actrice porno.

d'un homme « qui est plutôt indiscipliné, qui n'aime pas lire, qui ne lit pas les rapports, qui n'aime pas aller dans le détail mais qui dit "Voilà ce que je crois" ». Cette sortie lui a valu une bordée d'injures de la part du président de la première puissance mondiale. "Personne ne veut être chef de cabinet de Trump", a ironisé hier le parti démocrate dans un communiqué. "Pourquoi le voudraient-ils ? Le poste le plus important de la Maison Blanche est devenu, sous Trump, la risée du public".

Dans cette fin d'année délicate, l'ancien directeur de la police fédérale (FBI) James Comey, abruptement limogé par le magnat de l'immobilier, a de nouveau

donné de la voix dimanche soir.

"Nous devrions tous faire le maximum pour nous assurer que les mensonges cessent le 20 janvier 2021", a-t-il lancé depuis New York, appelant les démocrates à ne pas laisser le débat sur le choix de leur candidat se détourner de l'objectif : "Il faut qu'ils gagnent !"

L'ancien patron du FBI a une nouvelle fois jugé qu'il serait préférable que M. Trump soit battu dans les urnes. "Une procédure de destitution enverrait un message confus", a-t-il estimé, évoquant le risque qu'un tiers des Américains aient le sentiment que leur dirigeant ait été chassé du pouvoir par un "coup".